

## SELON UNE ÉTUDE DE L'UGCAA

# Les prix augmenteront de 20% durant le Ramadan

**A quelques jours du mois de Ramadan, l'UGCAA annonce, qu'en raison de la très forte demande qui va s'exprimer sur certains produits, une hausse des prix, estimée à 20%, est attendue pendant la semaine prochaine et la première semaine du mois sacré.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Le mois de Ramadan est, inévitablement, depuis quelques années, synonyme de flambée des prix des fruits, des légumes, des viandes et de certains produits d'épicerie, fortement consommés en cette période.

Le même scénario est annoncé cette année par l'Union générale des commerçants et artisans algériens qui impute la hausse des prix à la forte demande des consommateurs qui stockent les produits en prévision du mois sacré.

Selon M. Boulouar, porte-parole de l'UGCAA, l'offre en fruits et légumes est importante et tous les produits sont disponibles alors que la demande connaîtra une perturbation conséquente.

Il annoncera, de ce fait, une hausse de 20% sur les prix des fruits et légumes en général et aussi de certains produits d'épicerie, particulièrement prisés en cette période particulière de l'année. «La stabilité reprendra

à partir de la deuxième semaine du mois de Ramadan.» La flambée des prix est selon le porte-parole de l'UGCAA, aussi à imputer au manque de marchés de proximité et de commerces de détail pour les fruits et légumes. «Les autorités n'arrivent pas à comprendre ce problème et à le régler. Pourtant, en raison du manque d'infrastructures, nous constatons souvent une marge des prix entre le gros et le détail atteignant les 100%.»

M. Boulouar expliquera, à cet effet, qu'il existe sur le territoire national 43 marchés de gros, 700 marchés de détail pour 1 541 communes. «La majorité des communes sont donc sans marchés de proximité», commentera notre interlocuteur.

Il soulèvera aussi la problématique des coupures d'électricité qui risquent de pousser les commerçants à éviter de stocker des quantités importantes de denrées périssables. Selon M. Boulouar, cette situation



Chaque Ramadan, c'est le même scénario.

pourra pousser à une tension sur certains produits et donc à une sensible augmentation des prix. L'arrivée du mois de Ramadan, dira aussi M. Boulouar, sera propice à une avancée du secteur informel qui atteindra les 30%. «Ceci sans que cela ne provoque la réac-

tion des collectivités dont les responsables se disent occupés par les opérations de solidarité pendant le mois du Ramadan et les prochaines élections», dira M. Boulouar.

L'UGCAA annonce aussi que les Algériens consommeront 1 milliard 200 millions de

baguettes de pain le mois prochain. Ils consommeront aussi l'équivalent de 65 milliards de dinars de viandes et 4,5 milliards de dinars d'œufs. Le lait sera aussi fortement demandé puisque les Algériens, selon les prévisions de l'UGCAA, achèteront plus de 120 millions de litres de lait.

En raison des achats importants lors du mois sacré, la taux de gaspillage est aussi estimé à plus de 5%. Concernant les appels des associations de consommateurs à boycotter les viandes, le porte-parole de l'UGCAA dira que l'Union adhère à cette décision d'autant que les commerçants sont eux-mêmes des consommateurs.

«L'action n'aura pas cependant un impact important puisque la hausse du prix des viandes n'est pas liée aux bouchers mais plutôt à la production dérisoire», dira M. Boulouar, notant de ce fait qu'il existe sur le territoire national 20 millions de têtes d'ovins et que si la production est de 600 000 tonnes de viandes rouges par an, les besoins sont estimés à 1 million de tonnes par an, ce qui représente un déficit de 40%.

F.-Z. B.

## PARTICIPATION DES JEUNES PROMOTEURS À LA COMMANDE PUBLIQUE

### Un listing des entreprises établi

Combien de jeunes promoteurs ayant bénéficié notamment des dispositifs Ansej et Cnac ont-ils réussi à être sélectionnés pour un projet lancé par un organisme public ? Leur nombre n'a pas encore été établi. Un premier bilan sera établi dès la fin de l'année en cours.

En attendant, le ministère du Travail a établi un listing complet des jeunes promoteurs et mis à la disposition des collectivités locales la liste exhaustive des créateurs d'entreprises en mesure de prendre part aux marchés publics conformément à la directive qui veut que ces jeunes promoteurs participent à 20 % de la commande publique. Le département de Tayeb Louh veut rendre ces entreprises visibles en leur donnant la possibilité de soumissionner, le but étant de permettre aux entrepreneurs d'avoir davantage de marchés et d'éviter surtout que faute de commandes, elles ne finissent par disparaître.

Au niveau de l'Ansej, on évoque le chiffre de 3 781 entreprises en difficulté, soit un total de 2% depuis la mise en place du dispositif. Le directeur général de la Cnac, quant à lui, évoque un total de 3% d'entreprises créées dans le cadre de ce dispositif et qui ont rencontré des difficultés. Il s'agit, dit-il, d'entreprises créées avant l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions offrant davantage de facilitations aux demandeurs de crédits. Il explique que, souvent, la décision de mettre en vente le matériel et de déclaration de faillite est prise de manière prématurée par les banques qui pourraient, cependant, accorder davantage de temps pour trouver des solutions aux difficultés rencontrées par les promoteurs.

L'accompagnement post-crédit permet, selon ses dires, de réduire le taux d'entreprises appelées à disparaître. Il s'exprimait à l'occasion d'un débat organisé par le ministère du Travail autour des dispositifs liés à l'emploi. Il en ressort qu'en 2011, l'Ansej a financé 42 626 projets et que la Cnac en a financé 18 490, créant ainsi 128 000 postes de travail.

N. I.

## ILS DÉNONCENT LA GESTION «ANARCHIQUE» DES MARCHÉS DE GROS DES FRUITS ET LÉGUMES

# Sit-in des marchands devant le ministère du Commerce

**Des dizaines de commerçants de gros de fruits et légumes se sont rassemblés hier, devant le ministère du Commerce à Alger. Ils protestent contre l'«anarchie» qui règne dans les marchés et les «mauvaises» conditions de travail.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - La Fédération nationale des marchés de gros des fruits et légumes, affiliée à l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), a été hier au rendez-vous. Ils étaient des dizaines de commerçants de gros à répondre à son appel à un sit-in devant le ministère du Commerce. Ils dénoncent l'«informel» qui sévit dans les marchés de gros de fruits et légumes et la «désorganisation» qui y règne.

«Le nombre des marchands informels installés au sein même des marchés de gros et aux alentours dépasse de loin celui des commerçants agréés», assurent les protestataires.

Qualifiant la gestion des marchés d'«anarchique», ils expliquent : «Les heures d'ouverture des marchés de gros de fruits et légumes sont fixées de 4h à 12h mais elles ne sont pas respectées notamment dans ceux gérés par des privés. Ils restent, ainsi, ouverts de jour comme de nuit.» Et de poursuivre : «Les frais tels que le droit

d'accès et le droit de carreau (espace de vente) sont, quant à eux, plus élevés dans les marchés dont la gestion est cédée aux privés, même si les conditions de travail demeurent les mêmes dans les marchés gérés et par les collectivités locales et par des privés.»

Ils citent ainsi, l'«absence» d'électricité, d'eau, des sanitaires et de toute hygiène sur les lieux. «Même les routes sont complètement délabrées et deviennent impraticables en hiver», expliquent encore les contestataires.

Pourtant, poursuivent-ils, «la tutelle a accordé un grand budget pour l'aménagement des marchés de gros et la réhabilitation des routes».

Les grossistes du marché de Boufarik (Blida) citent ainsi, l'exemple de leur lieu de travail qui, précisent-ils, a bénéficié en 2009, d'un budget de 22 millions de centimes pour son aménagement. «A ce jour, rien n'a été fait et des baudets continuent toujours à assurer le transport des marchandises au sein du marché», s'indignent-ils.

Leurs homologues du marché de gros de Hattatba dans la wilaya de Tipasa, soulignent une «hogra» dans les contrats de location des carreaux. «Le gérant de notre marché fait la loi.

Les contrats de location diffèrent d'une personne à une autre et sont d'une durée de six mois, d'une année, ou de deux ans. Idem pour le coût qui peut atteindre le double pour certains», affirment-ils.

Venus des différentes wilayas, les marchands de gros relèvent également l'«absence» de sécurité dans les marchés. «Souvent, les commerçants viennent de loin avec de grosses sommes d'argent et risquent à tout moment des agressions et des vols. Pour notre sécurité, nous exigeons des postes de police au sein des marchés de gros», lance l'un des contestataires.

Les marchands de gros des fruits et légumes appellent, ainsi, la tutelle à appliquer le décret 12-111 du 6 mars 2012 réglementant la gestion et l'organisation des marchés de gros des fruits et légumes à l'échelle nationale afin de «mettre fin à tous les problèmes du secteur», précisent-ils encore.

R. N.